

Impressions nippones de voyage

Jean-Yves Colin

N#2022-12

27 décembre 2022

A propos d'Asia Centre:

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

A propos de l'auteur :

Ancien élève de l'École Nationale d'Administration, Jean-Yves Colin a été en poste à la Direction du Trésor, où il a notamment occupé la fonction de Conseiller Financier auprès de l'Ambassade de France au Japon (1987-1990). Il a ensuite rejoint le Groupe Crédit agricole, a été directeur général délégué de la filiale de gestion d'actifs, désormais connue sous le nom d'Amundi, et directeur de la conformité de Crédit agricole S.A. Depuis son départ de ce groupe bancaire en 2013, Jean-Yves Colin a rejoint Asia Centre, où il est membre du conseil d'orientation et expert Asie du Nord.

Impressions nippones de voyage

Jean-Yves Colin

27 décembre 2022

Le rédacteur de ce texte n'était pas retourné à Tokyo depuis la fin 2019, le pays n'ayant réouvert que le 11 octobre dernier après avoir été quasiment fermé aux visiteurs étrangers depuis le printemps 2020 pour cause de Covid-19. Revoir Tokyo en décembre, après trois ans d'absence suscite naturellement des impressions et révèle des différences par rapport Paris ou Berlin, autre capitale européenne régulièrement visitée. En voici quelques-unes :

- Tout d'abord le port du masque reste généralisé dans les transports, dans les lieux clos et à l'extérieur quand bien même on peut observer quelques « rebelles » réfractaires ; les mesures de vérification de température à l'entrée des restaurants et les règles de distanciation restent en vigueur. Le contraste avec les rues et les transports parisiens est donc fort. La vaccination est également généralisée ; certains japonais ont été vaccinés à 5 reprises, considérant que l'effet des vaccins est limité à 3 mois. Sur les tables figurent souvent des petits dépliants expliquant en japonais et parfois en anglais les gestes de prudence. C'est aussi le cas dans les ascenseurs. Dans un pays habitué au port du masque et avec une population naturellement civique, il n'y a pas de polémique sur ce port et les recommandations valent obligation.
- Ensuite le gigantisme de la métropole de Tokyo apparaît dans sa plénitude du « Sky Observatory » situé au 45ème étage puis sur le toit panoramique du nouvel immeuble iconique et centre commercial de luxe qu'est le « Scramble Square » à Shibuya, et qui en quelque sorte se substitue désormais à la vieille et nostalgique « Tokyo Tower » ou au plus récent « Sky Tree ». Depuis Tokyo, Paris semble bien petit dans sa superficie et Berlin reste une capitale provinciale. Redescendu au ras du sol, la foule du célèbre carrefour dénommé en anglais « Shibuya intercrossing crossroad », tout entouré de publicités géantes et d'une gare de plus en plus labyrinthique permet de prendre une bonne mesure de la taille de la métropole. Ce gigantisme s'accompagne d'un renouvellement permanent de certains immeubles emblématiques (ou non) : ainsi le Sony Building, lieu de rendez-vous, dans lequel cette firme présentait ses produits et où avait ouvert au début des années 1970 un restaurant Maxim's, a été détruit ; ce sera bientôt le tour de l'Hôtel Impérial qui réalisera sa quatrième reconstruction depuis sa création à l'époque Meiji et qui connaîtra une rénovation complète comme avant lui le Palace, l'Okura ou le Capitol Tokyû ; ce fut le cas du grand magasin Matsuzakaya Ginza devenu Ginza6 ou du Yurakucho Tokyû Plaza. D'autres projets comme l'abattage d'arbres au Parc Shinjuku pour faire place à de nouvelles

- installations sportives soi-disant « paysagées » sont davantage contestables et contestées.
- Par ailleurs, vu de cet observatoire et en marchant dans les rues des principaux quartiers de Tokyo (Shibuya, Ginza, Shinjuku, Roppongi...), la sobriété énergétique et l'économie de lumières ne semblent guère être les priorités des autorités japonaises. Tokyo est plus que jamais la Ville-Lumière que n'est plus Paris depuis longtemps. Il est tout aussi évident que Tokyo est un temple de la consommation et du luxe, qui rassemble toutes les marques (et cuisines) du monde, et pas seulement celles venant d'Europe. Est éclipsé le développement commercial pourtant impressionnant de métropoles voisines comme Seoul ou Shanghai, comme en atteste la forte présence des visiteurs asiatiques, attirés par la prospérité tokyoite, qui ont pris l'ascendant sur ceux venus d'Europe ou d'Amérique du Nord.
 - Alors qu'à Berlin, moins à Paris, on peut observer des drapeaux ukrainiens flottant sur des bâtiments publics et parfois privés, on n'en trouve aucune trace à Tokyo. Cette absence n'est pas synonyme d'indifférence ou désintérêt pour la guerre à l'est de l'Europe. Les médias en relatent les évolutions mais celles-ci sont comme dissimulées au sein des informations nationales. En revanche elles sont davantage présentes dans les commentaires politiques, à la fois par leur impact indirect sur la sécurité de l'archipel et leurs conséquences économiques (chute du yen, inflation renaissante quoique moindre qu'en Europe ou aux Etats-Unis, tensions énergétiques...).
 - Par comparaison avec la France, deux points particuliers sont particulièrement notables. D'une part et malgré la controverse qui a entouré les funérailles nationales de l'ancien Premier Ministre Abe Shinzo, le débat politique, tel qu'il est visible dans des émissions télévisées et les séances de questions-réponses à la Diète, reste courtois, sans violence verbale, avec une prédominance des propos gouvernementaux et des chefs du Parti Libéral Démocrate auxquels font contrepoint ceux des oppositions. D'autre part, et comme cela l'a toujours été au Japon, ce débat politique n'est pas omniprésent ; il semble éloigné des préoccupations quotidiennes des japonais ou être une affaire d'« experts » et de spécialistes.
 - Un détail : pour qui a connu le Japon des années 70 et 80, et même un Japon plus récent, la disparition de la presse-papier choque. Autrefois, les entrées et les quais des gares de train et de métro étaient caractérisés par des kiosques vendant nombre de journaux et magazines ; de plus en dépit de la densité à l'intérieur des rames du métro, des lecteurs s'évertuaient à lire leurs journaux en pliant savamment les pages. Aujourd'hui ces kiosques ont presque tous disparu ou se limitent à la vente de produits de première nécessité. Celle des journaux et magazines s'est réfugiée dans les « convenience stores » ouverts 24/24 et 7/7. Quant aux passagers des trains et métros, ils sont plongés dans leurs téléphones portables sans qu'il soit aisé de savoir quels sont leurs intérêts.

Au cours de ce séjour d'une dizaine de jours, deux sujets dominaient l'actualité.

Le premier avait trait aux discussions en cours à la Diète concernant l'Eglise d'Unification, plus communément appelée secte Moon ici. Ce sujet est apparu avec l'assassinat de Shinzo Abe en juillet, le meurtrier Yamagami Tetsuya ayant déclaré avoir agi pour venger sa famille qui aurait été quasiment ruinée par les donations faites à cette église, et au motif que l'ancien Premier Ministre en aurait été proche. Les mois suivants ont mis en évidence les liens passés (ceux de Kishi Nobusuke, grand-père de Abe Shinzo) et actuels de l'Eglise de l'Unification avec plusieurs élus du Parti Libéral Démocrate (et peut-être d'autres partis). Or au fil des semaines et des discussions à la Diète, le gouvernement du Premier Ministre Kishida a réussi à atténuer partiellement cette relation et à déplacer le débat vers les règles d'encadrement et régulation des donations des particuliers, en s'inspirant de dispositifs étrangers. Il est notable aussi que ne sont pas évoquées les relations entre le Parti Libéral Démocrate et son allié centro-bouddhiste Komeitô, proche de la secte Soka Gakkai inspirée du prêtre Nichiren au 13^{ème} siècle, fondée dans les années 1930 et qui a connu un développement très important après-guerre. Parmi les sujets en discussion figure aussi celui des cas d'adoption par des membres de l'église (745 depuis 1981 dont 31 depuis la promulgation d'une nouvelle loi relative à l'adoption en 2018).

Le second thème d'actualité concernait les modalités d'engagement du Premier Ministre Kishida à faire passer les dépenses de défense (Forces d'auto-défense et gardes-côtes) de 1 à 2 % en cinq ans à compter de l'année fiscale 2023, soit de 27 trillions de yens pour la période 2019-2023 à 43 trillions de yens (environ 300 milliards de yens au cours actuel de 143 yens pour 1 euro). Le conflit en Ukraine a servi de catalyseur au projet du Premier Ministre qui s'inscrit ainsi directement en prolongement de la stratégie de Abe Shinzo car ce conflit a mis en évidence le risque que représente la Russie avec qui le contentieux sur les Territoires du Nord occupés (situés au-delà de Hokkaidô, île la plus au nord) n'a jamais pu être résolu. En réalité ce sont deux justifications régionales qui sont essentielles. Il y a d'abord la menace chinoise non seulement sur Taiwan mais aussi sur les îles nippones les plus au sud de l'archipel. Les incursions de navires de guerre et de bateaux de pêche dans les eaux proches des îles Senkaku revendiquées par Pékin sont désormais fréquentes (28 incursions selon le gouvernement nippon en 2022). La Chine a d'ailleurs mené, dans la seconde quinzaine de décembre, un exercice de simulation d'attaque sur les îles Nansei au sud de l'archipel, impliquant le porte-avions et hélicoptères Lianoning et des navires porteurs de missiles. Cet exercice est présenté par le ministère chinois de la Défense comme une réponse à un risque d'action pré-emptive du Japon qui découlerait des déclarations du Premier Ministre. En anticipation de la menace chinoise des exercices militaires conjoints nippo-américains sont régulièrement menés. La presse nipponne a notamment souligné qu'un premier exercice de défense civile et d'évacuation a été effectué sur l'île de Yonaguni située à un peu plus de 100 kms de Taiwan. Cet exercice faisait suite aux tirs chinois de six missiles balistiques le 4 août dernier en réaction à la très courte visite de Nancy Pelosi à Taiwan ;

cinq de ces missiles étaient tombés dans la zone économique exclusive du Japon à proximité des îles Yonaguni et Hateruma. Il y a ensuite la menace nord-coréenne. Les très nombreux tirs de missiles nord-coréens, dont certains sont tombés dans les eaux nippones ou ont survolé l'île de Hokkaidô, conduisent à essayer de faire comprendre à Pyongyang que Tokyo ne restera pas sans réagir à ces provocations. Le projet gouvernemental japonais a immédiatement suscité une réaction du ministère des affaires étrangères nord-coréen qui a déclaré « folle » l'intention nipponne de se doter d'armes de contre-attaque, sans rapport avec de l'auto-défense, et indiqué que la Corée du Nord est prête à prendre des « mesures audacieuses et décisives » pour protéger sa souveraineté.

Trois aspects particuliers ont été évoqués pendant les discussions parlementaires. Le premier vise le financement des 16 trillions de yens supplémentaires envisagés. Si l'engagement de porter le poids des dépenses militaires de 1 à 2 % a peu soulevé de questions ou d'opposition, les modalités de son financement interrogent. Il apparaît impossible de procéder à des arbitrages entre ministères, qui soulèveraient autant de questions de principe ou techniques que de rivalités politiques et administratives. Le recours à l'emprunt dans un pays aussi endetté que le Japon, fut-ce auprès de la Banque Centrale que de grands fonds publics de pension, n'apparaît envisageable qu'à la marge ou à titre secondaire. Reste la fiscalité, mais laquelle : celle des particuliers ou des entreprises, ou une contribution spécifique ? Les pistes du prolongement de la taxe de reconstruction post tsunami de 2011, de l'accroissement des recettes de poche (pour reprendre une vieille terminologie fiscale française) sur le tabac et les alcools, une augmentation de l'impôt sur les grandes sociétés sont étudiées. Un autre aspect fait débat : dans quelle mesure le Japon pourrait, en conformité avec la Constitution, procéder à des actions préemptives ? On peut gager que les constitutionnalistes nippons et les experts de tous ordres se lanceront dans des exégèses qu'en cas de besoin la réalité fera taire. Enfin, les questions opérationnelles rendent difficile la réalisation de cet objectif de 2 %. L'entrée dans les Forces d'auto-défense n'a jamais été très attirante pour la jeunesse nipponne même si au cours des dernières décennies leur image s'est améliorée. De plus ces Forces devront acquérir de nouveaux équipements et des munitions dont elles manquent ; des longs délais de livraison sont à craindre dans le contexte international actuel. Jusqu'à présent les Etats-Unis ont été quasiment le seul fournisseur d'équipements militaires du Japon et certains producteurs étrangers, européens notamment, veulent croire en une diversification. Les industriels nippons désirent, de leur côté, monter en puissance comme le montre le projet de partenariat annoncé en décembre, entre Mitsubishi Heavy Industries, l'italien Leonardo et le britannique BAE Systems pour un futur avion de combat, qui n'est cependant qu'en phase préliminaire.

Certains observateurs estiment que l'orientation en matière de défense du Premier Ministre Kishida est un changement radical ou un virage à 180 degrés. Elle est plutôt une prolongation des changements induits par Abe Shinzo dès son arrivée au pouvoir

en 2012 et le retrait américain d'Afghanistan en 2021, et qui faisaient eux-mêmes suite aux évolutions lentes et progressives des esprits et des politiques de défense depuis le départ des Etats-Unis du Vietnam en 1975 puis les guerres du Koweït et d'Irak, sur fond de menaces croissantes de la Chine et de provocations nord-coréennes.

Un dernier sujet est en arrière-plan : la situation économique. Si l'on s'en tient à l'observation de la consommation dans les magasins, grands et petits, et centres commerciaux nombreux qui animent Tokyo, il apparaît que la clientèle n'a pas encore pleinement repris le chemin de ceux-ci. Les queues sont rares, les vendeuses disponibles et les restaurants situés aux étages supérieurs de ces magasins facilement accessibles. Cette impression est nuancée dès le vendredi et pendant les week-ends qui rappellent les temps euphoriques des années 80 ou ceux d'avant le Covid-19. La croissance économique devrait être de 1.5 % environ en 2022, probablement inférieure à 1 % en 2023 même si le gouvernement est plus optimiste en misant sur ses plans de soutien. Le document dénommé « Tankan » publié par la Banque du Japon début décembre a fait état d'une chute de confiance des entrepreneurs manufacturiers par rapport à septembre, due à la crainte d'une récession mondiale, à la hausse des matières premières et autres biens intermédiaires essentiels (ou de difficultés d'approvisionnement liées à la situation en Chine), et à la perspective d'augmentation des salaires. Celle-ci apparaît cependant souhaitable pour relancer la consommation privée, et est souhaitée par le gouvernement. Les entrepreneurs de services sont en revanche davantage confiants du fait de la levée des restrictions anti-Covid. Par ailleurs la forte dépréciation du yen par rapport au dollar américain et à l'euro a un double effet de renchérissement des importations, notamment énergétiques, contribuant à l'inflation, et de facilitation de certaines exportations. L'écart se creusant entre les niveaux de taux d'intérêt aux Etats-Unis et au Japon, la Banque Centrale a élargi la bande fluctuation de ses taux directeurs, pour éviter une nouvelle dépréciation de la monnaie nationale et de se trouver trop éloignée des autres banques centrales, y compris celle de Corée qui a relevé les siens depuis plusieurs mois. La question de la hausse des taux est un dilemme pour la Banque du Japon, prise entre la lutte contre une inflation dépassant son objectif de toujours (2%) et les pertes sur son portefeuille de titres d'Etat dont elle détient plus de 40 % de l'encours émis. Cet élargissement a quelque peu surpris les « BoJ watchers » qui n'attendaient pas une telle décision de la part du Gouverneur Kuroda qui doit être remplacé en avril 2023.

A signaler en tout dernier point l'absence totale d'information au Japon sur la présence de Jack Ma, le fondateur d'Alibaba, à Tokyo. Si le Financial Times n'en avait pas fait état, il est probable que cette présence nécessairement connue des autorités nippones d'immigration, serait restée très discrète ou inconnue. Sans doute faut-il y voir la volonté de ne pas ajouter un point de friction supplémentaire avec Pékin...

Bonne année à tous et comme on dit au Japon « Akemashite omedetô gozaimasu ».

